

L'Amérique latine et les Caraïbes célèbrent le retrait de Cuba de la liste des pays terroristes



La Havane, 14 janvier (RHC) De nombreux pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont célébré mardi la décision des Etats-Unis de retirer Cuba de la liste des pays qui soutiennent prétendument le terrorisme.

Le ministre chilien des Affaires étrangères, Alberto van Klaveren, a écrit sur son compte X : « Cette étape rend justice et est un signe significatif ».

La vice-présidente colombienne Francia Márquez a qualifié la mesure annoncée par le gouvernement de Joseph Biden d'avancée, tout en soulignant que « le blocus qui a causé tant de dommages aux familles cubaines n'est pas encore totalement levé ».

Pour sa part, la délégation du gouvernement colombien aux pourparlers de paix avec l'Armée de libération nationale (ELN) a déclaré qu'il s'agissait d'un acte de justice élémentaire, « car depuis des décennies La Havane apporte une contribution précieuse à la recherche et à la construction de la paix dans le pays, et se porte actuellement garante des négociations entre le gouvernement et la guérilla de l'ELN ».

La sénatrice Gloria Flórez, qui préside le groupe parlementaire d'amitié avec le pays des Caraïbes au sein du Congrès colombien, le coordinateur à la Chambre des représentants du groupe parlementaire d'amitié avec Cuba, Gabriel Becerra, et l'ancien président Juan Manuel Santos (2010-2018) ont également fait référence à l'annonce faite par l'équipe du président américain Joseph Biden.

Auparavant, le président Gustavo Petro, l'ancien président Ernesto Samper (1994-1998), le ministère des Affaires étrangères, au nom du gouvernement national, et le ministère des Affaires étrangères s'étaient exprimés.

De même, l'Association des Cubains résidant au Mexique « José Martí » a déclaré : « Nous nous félicitons de l'annonce faite aujourd'hui d'exclure Cuba de la liste arbitraire et cynique des pays qui soutiennent prétendument le terrorisme », sur laquelle elle n'aurait jamais dû figurer.

« Il ne faut pas non plus se faire d'illusion sur le fait que cette annonce laisse intact tout l'échafaudage judiciaire du blocus économique, commercial et financier génocidaire contre Cuba », qui a vu ses mesures s'intensifier ces dernières années, a dénoncé l'association.

L'association a appelé la communauté internationale, les amis de Cuba et les compatriotes qui lui veulent du bien, à continuer d'exiger la fin du siège imposé par Washington.

Au Honduras, l'ancien président de la République et coordinateur général du Parti de la liberté et de la refondation (Libre) au pouvoir, Manuel Zelaya, a déclaré que « Cuba n'aurait jamais dû figurer sur cette liste de pays terroristes ; c'est une infamie du gouvernement américain ».

« C'est une excellente nouvelle, vive Cuba », a déclaré le vice-ministre hondurien des affaires étrangères, Gerardo Torres, sur le réseau social X, après avoir appris la décision des États-Unis.

L'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique-Accord commercial entre les peuples (ALBA-TCP) s'est jointe aux célébrations et a salué « l'élimination par le gouvernement américain de deux autres mesures coercitives unilatérales », a-t-elle annoncé mardi.

Les États membres de ce mécanisme d'intégration ont salué cette décision, malgré son caractère limité, qui va « dans la bonne direction et conformément à la demande soutenue et ferme de Cuba » et de nombreux acteurs internationaux, tout en favorisant la nation cubaine dans sa voie souveraine de développement.

Le texte souligne que la Révolution cubaine a démontré son engagement ferme dans la lutte contre le terrorisme sous toutes ses formes et manifestations, raison pour laquelle l'incorporation et le maintien de Cuba sur la liste susmentionnée a toujours été une décision arbitraire et politiquement motivée de la Maison Blanche. (Source : Prensa Latina)



Radio Habana Cuba